

Nouvelles locales du vendredi 12 décembre 2014

@rib News, 12/12/2014 | Justice - L'ancien porte-parole du FNL-PALIPEHUTU a comparu une 4^{ème} fois au parquet général prÃ©s la cour d'appel de Bujumbura le matin de ce vendredi. Pasteur Habimana (photo) devrait rÃ©pondre, en prÃ©sence de son avocat, des allÃ©gations portÃ©es contre lui par la communautÃ© des Banyamurenge. Il affirme qu'il n'a pas pourtant Ã©tÃ© entendu parce que son avocat n'a pas voulu s'exprimer avant d'avoir ajoutÃ© que le ministre public a voulu forcer cette sÃ©ance mais qu'il a refusÃ© de plaider en l'absence de son avocat Ã©tait dÃ©jÃ sorti. Signalons que l'affaire a Ã©tÃ© remise Ã lundi prochain. Il affirme ne pas comprendre cet acharnement donnÃ© que tous les signataires des accords de cessez-le-feu bÃ©nÃ©ficient d'une immunitÃ© provisoire. Il voit plutÃ´t que l'affaire ne concerne que la CVR dÃ©jÃ mise en place. [bonesha/rtr]

| Politique - La prÃ©sidence de la RÃ©publique du Burundi a annulÃ© la derniÃ¨re minute une confÃ©rence publique que le prÃ©sident Nkurunziza devrait donner ce vendredi Ã la population et aux mÃ©dias. Selon le porte-parole du prÃ©sident, ce rendez-vous a coïncidÃ© avec d'autres Ã©vÃ©nements importants qui peuvent ne pas permettre Ã la population de bien suivre cette confÃ©rence dans la quiÃ©tude. LÃ©onidas Hatungimana parle notamment de la fin des inscriptions pour les Ã©lections de 2015, la table ronde entre les bailleurs du Burundi et ce dernier dans le cadre de la mise en application du CCLP II. Il estime que ce rendez-vous ne pouvait qu'Ãªtre reportÃ© afin de permettre Ã la population de suivre en temps rÃ©el ces autres informations. [rtr/isanganiro/rtnb/rpa/bonesha] - Plus de 400 personnes ont assiÃ©gÃ© le bureau de la commune Bugabira dans la province Kirundo ce jeudi. Majoritairement membres des partis politiques de l'opposition, elles Ã©taient venues pour rÃ©clamer des cartes d'identitÃ© afin de se faire inscrire pour les Ã©lections de 2015. Elles affirment qu'elles ont dÃ©posÃ© tout le nÃ©cessaire Ã la commune depuis longtemps mais qu'elles n'ont pas Ã©tÃ© servies membres du parti au pouvoir eux n'ont mÃªme pas besoin de faire la queue. L'administrateur communal de Bugabira dÃ©ment ces accusations tout en prÃ©cisant que la raison de cette carence des cartes d'identitÃ© est due au fait que les stocks sont vides. Il ajoute qu'il attend que 160 fiches qui pourront Ãªtre distribuÃ©es entre ces personnes. [rpa] - Certains partis politiques dans la province de Makamba ont adressÃ© ce jeudi une correspondance au prÃ©sident de la CEPI Makamba pour dÃ©noncer les irrÃ©gularitÃ©s constatÃ©es dans l'opÃ©ration d'enregistrement des Ã©lecteurs de la province. Selon ces partis, ces irrÃ©gularitÃ©s s'observent en grande partie en ce qui est de la distribution de la carte nationale d'identitÃ©, l'inscription des personnes mineures, les inscriptions multiples, les Imbonerakure qui sillonnent les lieux d'inscription en intimidant les membres des autres partis politiques. Ils ont ainsi demandÃ© que les inscriptions soient invalidÃ©es afin de reprendre en bonne et due forme cette opÃ©ration combien importante pour le pays. Le prÃ©sident de la CEPI Makamba affirme qu'il va s'exprimer aprÃ©s avoir lu cette lettre. Ils ont aussi rÃ©servÃ© une copie de cette correspondance au gouverneur de la province Makamba et aux ambassadeurs accrÃ©ditÃ©s au Burundi. [bonesha] - La CENI annonce qu'elle ne peut pas annuler ou invalider les inscriptions des personnes qui se sont faites inscrire pour les Ã©lections de 2015 malgrÃ© les rÃ©clamations des uns et des autres Ã ce sujet. Elle ajoute par ailleurs qu'elle ne peut pas suspendre ni interrompre cette opÃ©ration. Selon le porte-parole de cette commission, des erreurs il y en a certes, mais leur importance est tellement moindre qu'elle ne peut pas de nature Ã affecter tout le processus Ã©lectoral. Prosper Ntahorwamiye trouve que certaines irrÃ©gularitÃ©s peuvent Ãªtre corrigÃ©es par la CENI alors que d'autres le sont par les autres organes habilitÃ©s Ã le faire comme par exemple la justice ou l'administration. Il demande donc Ã chacun de faire son travail. [rpa/bonesha/rtr] - Alors que les membres de la CVR viennent de prÃ©ter serment pour commencer leur travail, le parti Uprona dirigÃ© par Charles Nditije voit la collaboration entre ce parti et cette commission ne peut ne pas se faire. Jean Baptiste Manwangari estime que le travail qu'ils auront Ã faire est un travail qui reste avant tout national. De son cÃ´tÃ©, le parti Frodebu Nyakuri trouve que la pÃ©riode de travail de cette commission devrait plutÃ´t s'Ã©tendre au-delÃ de l'annÃ©e 2008. Le prÃ©sident de ce parti trouve qu'il y a des crimes qui se sont commis au-delÃ de cette annÃ©e mÃ©ritent un traitement particulier. Madame Eularie Nibizi qui faisait partie de la commission tripartite de consultation populaire trouve que la composition de cette commission n'a pas respectÃ© les souhaits de la population burundaise. [bonesha] | SÃ©curitÃ© - Attaque armÃ©e dans le quartier Kizingwe de la commune urbaine de Kanyosha le soir de ce jeudi. Selon des sources sur place, il Ã©tait vers 19h quand la mÃªre du GÃ©nÃ©ral Alain Guillaume Bunyoni Ã©tait dans sa parcelle en train de causer avec les policiers qui assurent la garde Ã cet endroit Ã visÃ© par des personnes armÃ©es qui lui ont blessÃ©e sur l'Ã©paule. AgÃ©e de plus de 70 ans, elle a Ã©tÃ© transportÃ©e Ã l'hÃ´pital pour y recevoir d'un L'administrateur communal de Kanyosha condamne fermement cette attaque et indique que des enquÃªtes sont dÃ©jÃ en cours. [rpa/rtnb/bonesha/rtr/isanganiro] | Diplomatie - Le BNUB a officiellement mis fin ce vendredi Ã ses activitÃ©s au Burundi. Les activitÃ©s ont Ã©tÃ© marquÃ©es par la descente du drapeau des Nations Unies au BINUB en prÃ©sence du ministre burundais de la coopÃ©ration internationale, le vice-secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations Unies en charge des questions politiques ainsi que le reprÃ©sentant spÃ©cial du secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations Unies. Parfait Onanga Anyanga a profitÃ© de cette occasion pour annoncer que le processus Ã©lectoral burundais connaÃªt des difficultÃ©s dÃ©s son dÃ©but. Il a signalÃ© que les inscriptions des Ã©lecteurs connaÃªt une problÃ©matique qui nÃ©cessite un dialogue consensuel entre tous les concernÃ©s. Il interpelle la CENI Ã prendre en mains ses responsabilitÃ©s en cette matiÃ¨re. [rpa/isanganiro/bonesha/rtnb/rtr]